

ANNEXE 3

LES INSTANCES

1 / LES INSTANCES DU CENTRE POMPIDOU

a) l'historique

1975

La loi portant création du Centre national d'art et de Culture Georges Pompidou est datée du 3 janvier.

« Il est créé, sous forme d'établissement public national à caractère culturel doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, un Centre national d'art et de culture portant le nom de Georges Pompidou.

Cet établissement public favorise la création des œuvres de l'art et de l'esprit ; il contribue à l'enrichissement du patrimoine culturel de la nation, à l'information et à la formation du public, à la diffusion de la création artistique et à la communication sociale. Il conseille sur leur demande, notamment dans le domaine architectural, les collectivités locales ainsi que tous organismes publics ou privés intéressés. Il assure le fonctionnement et l'animation, en liaison avec les organismes publics ou privés qui lui sont associés, d'un ensemble culturel consacré à toutes les formes de la création artistique, notamment dans le domaine des arts plastiques, de la recherche acoustique et musicale, de l'esthétique industrielle, de l'art cinématographique, ainsi qu'à la lecture publique. »
(Loi n°75-1 du 3 janvier 1975 – Art.1).

1976

Promulgation, le 27 janvier, du décret portant statut du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou et de ses organismes associés. Le Centre comprend deux départements : le Musée national d'art moderne (Mnam) et le Centre de création industrielle (Cci), ainsi que des services communs ; il peut s'associer avec la Bibliothèque publique d'information (Bpi) et l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (Ircam).

1977

Inauguration du Centre Georges Pompidou le 31 janvier. Ouverture au public le 2 février.

1992

Promulgation, le 24 décembre, du décret portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou : il prévoit une nouvelle organisation des départements : le Musée national d'art moderne/Centre de création industrielle (Mnam/Cci) et le Département du développement culturel (Ddc).

2000

Promulgation, le 10 juillet 2000, de la loi n°2000-643 relative à la protection des trésors nationaux, qui modifie la loi du 3 janvier 1975 en réformant les instances du Centre (création d'un Conseil d'administration).

Promulgation, le 22 septembre 2000, du décret n°2000-931 modifiant le décret du 22 décembre 1992.

b) Le Conseil d'administration (depuis septembre 2000)

LISTE DES MEMBRES POUR L'ANNÉE 2003

Président

Bruno Racine

Deux représentants de l'Assemblée Nationale

Michel Herbillon, Député du Val de Marne

Jean-François Mancel, Député de l'Oise

2 représentants du Sénat

Yann Gaillard, sénateur de l'Aube

Marcel Vidal, sénateur de l'Hérault

Deux représentant du Maire de Paris

Patrick Bloche

Cinq représentants du Ministre chargé de la Culture et de la Communication

Martin Bethenod, délégué aux Arts plastiques

Eric Gross, directeur du Livre et de la Lecture (depuis mai 2003)

Francine Mariani-Ducray, directrice des Musées de France

Jérôme Bouët, directeur de la Danse, de la Musique, du Théâtre et du Spectacle

Martine Marigeaud, directrice de l'Administration générale

Un représentant du Ministre délégué chargé du Budget

Pierre-Mathieu Duhamel, directeur du Budget

Trois Personnalités qualifiées nommées par arrêté

Pierre Bergé

Alain Pompidou

Jean-Louis Prat

Représentants du personnel (trois élus pour trois ans élections de février / mars 2001)

Olivier Cinqualbre

Philippe Mahé

Bernard Serval

c) Le Conseil de programmation

Le conseil de programmation comprend les directeurs de départements et des organismes associés, ainsi que le directeur général. D'autres responsables de l'établissement, désignés par le président, peuvent assister aux réunions du conseil à titre consultatif.

Le conseil se réunit à l'initiative du président, trois ou quatre fois l'an. Il se prononce sur la politique culturelle et la programmation des manifestations ; ses propositions et avis sont transmis pour information au conseil d'administration.

2/ LES INSTANCES DE LA BPI

Instance de contrôle, le Conseil d'administration de la Bibliothèque publique d'information, présidé par le Président du Centre Pompidou, est composé de seize membres (cinq membres de droit et onze membres désignés), représentants des pouvoirs publics, quatre personnalités nommées en raison de leurs compétences et de trois représentants du personnel de la Bpi. Le directeur de la Bpi, le Contrôleur financier et l'agent comptable de la Bpi assistent aux séances avec voix consultative.

3/ LES INSTANCES DE L'IRCAM

Instance de contrôle, le Conseil d'administration de l'Ircam, présidé par le Président du Centre Georges Pompidou, est composé de trois représentants des pouvoirs publics (membres de droit), de trois membres désignés et de trois personnalités extérieures élues pour trois ans.

Le conseil scientifique, composé de dix personnalités extérieures choisies en raison de leurs compétences, donne son avis sur le programme de recherche de l'Ircam.